

**MUNICIPALITÉ DU VILLAGE  
DE GRANDES-PILES**

**RAPPORT FINANCIER  
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

**RAPPORT**

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 1-1, 1-2, 1-3

**SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Sommaire des résultats à des fins fiscales	1
Sommaire de la situation financière	2
Détail de l'excédent (déficit) accumulé	2
Sommaire de l'endettement total net à long terme	3
Sommaire de l'analyse de la dette à long terme	3
Sommaire des revenus	3
Sommaire des charges	4
Sommaire de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	5

# **Sommaire de l'information financière consolidée**

**Exercice terminé le 31 décembre 2020**

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

### Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GRANDES-PILES (l'«entité»), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GRANDES-PILES, au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de leur dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion avec réserve

La MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GRANDES-PILES perçoit des droits des exploitants de carrières et de sablières de son territoire en vertu d'un règlement concernant la constitution d'un fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques. La MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GRANDES-PILES comptabilise ces revenus à partir des déclarations fournies par les exploitants. Nous n'avons pu auditer de façon satisfaisante l'exhaustivité des quantités déclarées des substances assujetties aux droits de perception. Par conséquent, notre audit de ces revenus s'est limité aux montants déclarés à la MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GRANDES-PILES pour l'exercice et n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux revenus de droits, à l'excédent (déficit) de l'exercice, à l'excédent (déficit) accumulé et aux flux de trésorerie.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

## Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GRANDES-PILES inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

## Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

## Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Désaulniers, Gélinas,  
Lanouette s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUILLETTE S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés

Saint-Tite (Québec)  
Le 5 juillet 2021

<sup>1</sup> Gabriel Fournier-Lacombe, CPA auditeur, CA

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	1 533 547	1 469 768	1 454 347	89 595	1 465 955
Investissement	2	62 146	54 000	53 888		53 888
	3	1 595 693	1 523 768	1 508 235	89 595	1 519 843
<b>Charges</b>	4	2 036 243	1 523 768	1 976 642	93 425	1 992 080
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	(440 550)		(468 407)	(3 830)	(472 237)
Moins : revenus d'investissement	6	( 62 146 )	( 54 000 )	( 53 888 )		( 53 888 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(502 696)	(54 000)	(522 295)	(3 830)	(526 125)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	341 352	66 701	337 943	16 482	354 425
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	( 69 438 )		( 66 700 )	( 8 645 )	( 75 345 )
Affectations						
Activités d'investissement	11	( 146 437 )		( 73 723 )	( 2 191 )	( 75 914 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(119 949)		(25 235)		(25 235)
Autres éléments de conciliation	13	131 903				
	14	137 431	66 701	172 285	5 646	177 931
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	(365 265)	12 701	(350 010)	1 816	(348 194)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

*Extrait du rapport financier, pages S12 et S13*

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2019	2020	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	211 178	286 775	280 071
Débiteurs	2	435 400	366 684	377 386
Placements de portefeuille	3	1 213 601	1 027 998	1 028 074
Autres	4			
	5	1 860 179	1 681 457	1 685 531
<b>Passifs</b>				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dettes à long terme	7	1 155 787	1 092 037	1 201 122
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	282 234	417 265	427 674
	10	1 438 021	1 509 302	1 628 796
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	422 158	172 155	56 735
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	12	7 281 855	7 071 473	7 267 849
Autres	13	69 418	61 358	63 972
	14	7 351 273	7 132 831	7 331 821
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	(132 760)	(67 547)	(70 623)
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	1 775 236	1 385 260	1 385 260
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	31 206 )	30 100 )	30 100 )
Financement des investissements en cours	19			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	6 162 161	6 017 373	6 104 019
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	7 773 431	7 304 986	7 388 556

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
<b>Administration municipale</b>			
▪	23		
▪	24		
▪	25		
▪	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
<b>Organismes contrôlés et partenariats<sup>1</sup></b>	33		
	34		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Administration municipale	35	1 385 260	1 775 236
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	36		
	37	1 385 260	1 775 236

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 092 037
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 382 497

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
<b>Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal</b>			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	645 680	686 311
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	563 326	598 028
<b>Dettes à long terme à la charge des tiers</b>			
Gouvernement du Québec et ses entreprises <sup>1</sup>	7		
Autres	8		
<b>Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement</b>			
	9		
	10	1 209 006	1 284 339

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019 Administration municipale	Budget 2020 Administration municipale	Réalizations 2020 Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	11	856 220	857 724	887 176	887 176
Compensations tenant lieu de taxes	12	51 034	58 029	52 893	52 893
Quotes-parts	13				
Transferts	14	45 691	258 600	56 212	59 669
Services rendus	15	186 450	153 015	155 803	160 625
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	84 054	51 900	79 325	79 325
Autres	17	310 098	90 500	222 938	226 267
	18	1 533 547	1 469 768	1 454 347	1 465 955
<b>Investissement</b>					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	62 146	54 000	53 888	53 888
Autres	22				
	23	62 146	54 000	53 888	53 888
	24	1 595 693	1 523 768	1 508 235	1 519 843

*Extrait du rapport financier, page S12*



**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	611 139	11 104	622 243	637 329	613 123
Sécurité publique						
Police	2	78 040		78 040	78 040	73 611
Sécurité incendie	3	88 400	17 420	105 820	100 565	84 593
Autres	4	3 731		3 731	5 253	21 949
Transport						
Réseau routier	5	319 619	85 193	404 812	404 812	423 521
Transport collectif	6	1 506		1 506	1 506	2 571
Autres	7	2 001		2 001	2 001	
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	96 839	104 096	200 935	200 935	194 172
Matières résiduelles	9	87 320		87 320	87 320	64 912
Autres	10					
Santé et bien-être	11	(5 451)		(5 451)	(5 451)	3 112
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	55 488	3 070	58 558	58 558	37 448
Promotion et développement économique	13	4 224		4 224	4 224	5 936
Autres	14	3 782		3 782	3 782	57 131
Loisirs et culture	15	258 352	117 060	375 412	375 412	427 122
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	33 709		33 709	37 794	40 035
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	1 638 699	337 943	1 976 642	1 992 080	2 049 236
Amortissement des immobilisations	20	337 943	( 337 943 )			
	21	1 976 642		1 976 642	1 992 080	2 049 236

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Réalizations 2019		Réalizations 2020	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	62 146	53 888	53 888
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Immobilisations - Acquisition	2 (	208 583 )(	127 611 )(	2 191 )(
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	) (	) (	) (
Financement à long terme des activités d'investissement	4			
Affectations				
Activités de fonctionnement	5	146 437	73 723	2 191
Excédent accumulé	6			75 914
	7	(62 146)	(53 888)	(53 888)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8			

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

*Extrait du rapport financier, page S14*